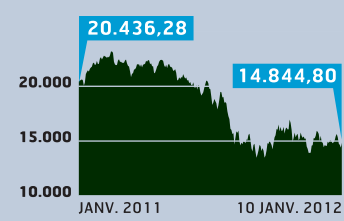


MILAN REBONDIT AVEC LES BANQUES

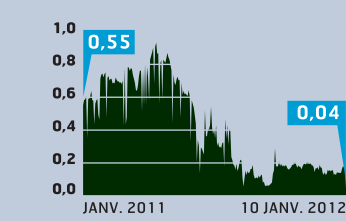
INDICE FTSE MIB, EN POINTS



La Bourse de Milan a rebondi de 3,08 %, à 14.845 points, après quatre séances de baisse, tirée en particulier par les valeurs bancaires. Intesa Sanpaolo a gagné 6,63 % et UniCredit 6,04 %.

LA SUISSE ÉMET À UN TAUX NÉGATIF

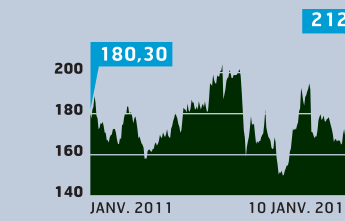
TAUX À 2 ANS, EN %



La Suisse a émis des titres à 1 an à un taux négatif (-0,251 %). Les investisseurs sont prêts à perdre de l'argent pour prêter à court terme. Sur le marché secondaire, les taux suisses à 2 ans oscillent autour de 0 %.

LE JUS D'ORANGE BAT UN RECORD

À NEW YORK, EN CENTS PAR LIVRE



Le gel en Floride sur les plantations d'orangers a fait plus de dégâts que prévu : 5 % de la récolte de cette zone ont été endommagés. Depuis fin septembre, les cours ont gagné 39 % pour battre un plus haut historique.



Première entreprise d'envergure à communiquer sur ses résultats trimestriels aux Etats-Unis, Alcoa a donné une tonalité positive : le géant de l'aluminium a agréablement surpris sur son chiffre d'affaires et ses prévisions.

ACTIONS Les Bourses européennes ont nettement rebondi hier. Le S&P 500 a atteint un plus haut depuis juillet. Les investisseurs saluent les perspectives d'Alcoa et espèrent de bonnes surprises lors des publications trimestrielles. Le niveau des marges des entreprises sera scruté.

Les places boursières mondiales portées par le lancement du bal des résultats américains

Le bal des résultats américains a démarré sur les chapeaux de roue. Et engluées depuis plusieurs mois dans les inquiétudes sur les dettes souveraines, les Bourses ont salué hier l'espoir de bonnes surprises du côté des sociétés. A Wall Street, le S&P 500 s'est adjugé 0,94 % en clôture, au plus haut depuis juillet. En Europe, les indices ont enregistré de nets rebonds : Paris a pris 2,66 %, Francfort 2,42 %.

Première entreprise d'envergure à communiquer sur ses résultats trimestriels aux Etats-Unis, Alcoa a, en effet, donné une première tonalité positive. Le géant de l'aluminium a agréablement surpris sur son chiffre d'affaires et ses prévisions. « Les investisseurs ont surtout retenu ses perspectives, plutôt que l'annonce d'une perte trimestrielle qui était déjà intégrée », explique Pierre Sabatier, stratège chez PrimeView.

Car si les professionnels de marché ne s'attendent pas à une rupture majeure sur les résultats au quatrième trimestre des sociétés du S&P 500 (attendus en hausse de presque 8 % en rythme annuel, selon Thomson Reuters), ils s'intéressent surtout aux discours pour 2012. « Ce sera le point crucial de

cette vague de publications », appuie Christophe Foliot, responsable de la gestion internationale chez Edmond de Rothschild AM.

Les investisseurs cherchent des éclairages sur l'impact du ralentissement mondial dans les comptes des entreprises, alors que l'international représente environ un tiers des ventes des grandes entreprises. Aux Etats-Unis, la plupart des économistes s'attendent à une croissance relativement molle cette année – avec un PIB en progression d'un peu plus de 2 %. « La grande question est de savoir si les marges historiquement élevées vont pouvoir

+8%

La progression attendue des résultats en rythme annuel pour les sociétés du S&P 500.

tenir. Les entreprises ont déjà fait beaucoup d'efforts sur leurs coûts ces dernières années et ont donc des possibilités limitées sur ce front », résume Philippe Vialle, gérant actions américaines chez Groupama AM. Aussi, bon nombre de spécialistes

craignent des révisions en baisse des estimations des analystes. Le consensus anticipe actuellement des résultats records et des marges nettes jamais égalées. Celles-ci devraient atteindre presque 10 % en 2011 et monter à 10,4 % en 2012 pour les entreprises du S&P 500, selon le consensus FactSet, retraité par PrimeView. « Les marges espérées semblent difficiles à atteindre compte tenu de la conjoncture. Elles risquent de s'effriter », appuie Pierre Sabatier. Certains secteurs qui affichent des marges très élevées seront regardées de près, notamment la technologie, l'automobile,

les biens d'équipement ou encore certains segments de la consommation et de la distribution.

Bonnes nouvelles d'Europe

L'ouverture de la saison des résultats outre-Atlantique n'a pas été le seul élément de soutien aux marchés, hier, après quatre séances de baisse sur les grands indices européens. D'autres bonnes nouvelles sont venues d'Europe, avec des annonces rassurantes de Fitch sur la notation de la France, mais aussi de Chine. Les chiffres du commerce extérieur – montrant un ralentissement des exportations, comme des

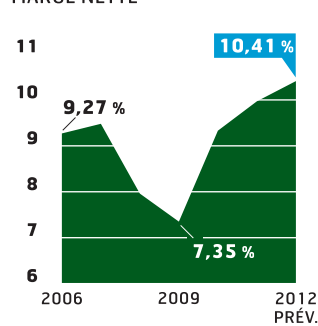
importations en décembre – soutiennent les attentes d'un geste d'assouplissement de la politique monétaire chinoise. « L'économie domestique ralentit fortement. La Chine devra continuer d'assouplir sa politique économique pour protéger la demande intérieure », estime Kevin Lai, économiste chez Daiwa Capital Markets, cité par Reuters. Le régulateur chinois a annoncé toute une série de mesures pour donner un coup de fouet à la Bourse.

MARINA ALCARAZ

Lire également « Crible » page 32

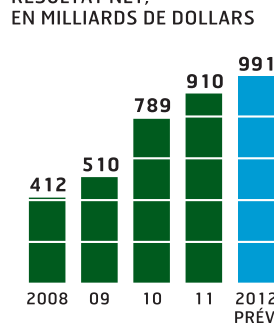
LES PROFITS DES SOCIÉTÉS AMÉRICAINES (S&P 500)

MARGE NETTE



LES ECHOS / SOURCE : FACTSET-PRIMEVIEW

RÉSULTAT NET, EN MILLIARDS DE DOLLARS



FITCH NE DEVRAIT PAS DÉGRADER LA NOTE DE LA FRANCE EN 2012

Chargé des notations souveraines chez Fitch, David Riley a indiqué hier qu'il « y avait peu de chances pour que la note de la France soit dégradée en 2012, à moins que la crise de la zone euro ne s'intensifie fortement ». L'agence de notation avait placé la note de l'Hexagone sous perspective négative à la mi-décembre. La nouvelle a contribué à la détente du taux à 10 ans fran-

çais, qui est tombé hier à 3,25 %. Le CDS (« credit default swap ») de la France – qui mesure le coût pour s'assurer sur la dette de l'Etat – s'est détendu de 15 points de base, à 221 points. « Il ne faut pas oublier que l'agence Standard & Poor's doit toujours décider si elle dégrade la note française, rappelle Markit. Le CDS montre que le marché attribue actuellement à la France un rating de simple A. »

Placée sous surveillance négative en décembre, l'Italie risque pour sa part de voir sa note abaissée par Fitch, selon David Riley. En cause : l'absence de « muraille » pour protéger la dette italienne et réduire la prime exigée par les investisseurs. Les taux italiens à 10 ans dépassent 7 %. Un niveau inquiétant, alors que le pays doit effectuer sa première levée de dette de l'année vendredi.

La SEC invite les banques américaines à plus de transparence sur leurs dettes européennes

A la veille de la publication des résultats annuels des banques américaines, le gendarme de la Bourse les invite à un surcroît de transparence sur leur exposition à la crise de la dette européenne.

Les banques américaines gagneraient à être plus claires sur leur exposition réelle à la crise de la dette européenne. A la veille de la publication des résultats de JPMorgan Chase, qui ouvre le bal du secteur vendredi, la Securities and Exchange Commission (SEC) a voulu mettre les points sur les « i ». Elle invite les banques américaines à faire un effort significatif de « transparence » et de « comparabilité » dans la communication au

marché de leurs expositions en matière de dette souveraine européenne. Face aux récentes critiques de certains analystes sur le flou des chiffres fournis par Morgan Stanley ou Wells Fargo, le gendarme de la Bourse américaine veut clairement éviter le risque de nouvelles surprises « à la MF Global ».

« A ce jour, nous notons que les communications relatives à la nature et l'étendue de leur exposition, y compris celles d'émetteurs privés étrangers, ont été incohérentes », constate la SEC. En particulier, le régulateur américain préconise que les émetteurs détaillent le niveau de leur exposition en faisant la part de l'exposition brute à la dette souveraine, aux institutions financières ainsi qu'aux organismes non finan-

ciers, pays par pays, et en dévoilant aussi la manière dont ces expositions sont couvertes et l'origine de la protection de crédit prévue en cas de déclassement d'une note souveraine.

« Déluge de désinformation »

Selon un récent rapport parlementaire, l'exposition directe des banques américaines aux pays périphériques de la zone euro serait limitée à 640 milliards de dollars, soit environ 5 % de leur total d'actifs. Mais ces chiffres restent sujets à caution, le Congressional Research Service (CRS) reconnaissant que le montant pourrait être largement revu à la hausse en fonction de l'exposition à travers des canaux secondaires et après prise en

compte des institutions non bancaires. « Considérant que les banques américaines ont une exposition de crédit aux banques allemandes et françaises estimée plus de 1.200 milliards de dollars et une exposition directe aux pays périphériques évaluée à 641 milliards de dollars, la chute d'une banque européenne majeure pourrait entraîner des problèmes similaires à des institutions américaines », avait notamment mis en garde le CRS dans un rapport transmis au Congrès avant Noël.

Face aux inquiétudes des investisseurs et au « déluge de désinformation » dont il estimait faire l'objet, le courtier new-yorkais Jefferies a déjà détaillé les références de chaque émission obligataire européenne qu'il avait souscrite. Mais

d'autres établissements tels que Wells Fargo ont été épinglés par la SEC pour leur manque de transparence. Une des principales inquiétudes des investisseurs américains

porte sur l'inefficacité de la couverture des « credit default swaps » (CDS) en cas de défaut potentiel. PIERRE DE GASQUET BUREAU DE NEW YORK

Les Echos SUR TELE

ANALYSE / EXPERTISE / COMMENTAIRES... DANS « POINT BOURSE »

DU LUNDI AU VENDREDI À 9H45, 10H45, 14H15, 15H15, 16H15, 17H45, 21H50